

DÉBATS



André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Faire confiance



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Comme ce fut souvent le cas au cours des dernières années, l'actualité de la semaine a été dominée par des révélations, des soupçons et des spéculations relatives à la corruption présumée de la classe politique québécoise. La semaine a été particulièrement pénible pour le Parti libéral du Québec.

De l'enquête à la condamnation, la route est si longue qu'on devrait s'interdire de sauter aux conclusions.

Ses bureaux, a-t-on appris, ont fait l'objet d'une perquisition de l'Unité permanente anti-corruption en juillet. Mercredi matin, les enquêteurs ont accosté le chef de la formation, Philippe Couillard. Et devant la commission Charbonneau, l'entrepreneur Paul Sauvé a soutenu avoir obtenu un contrat après avoir contribué au financement du PLQ.

On sait maintenant, grâce au travail acharné des journalistes et aux audiences de la commission Charbonneau, que le système du financement des partis politiques a été perverti par l'usage étendu de prétextes. Plus grave, des accusations criminelles ont été portées contre des élus municipaux et des entrepreneurs. Tout indique que les lois ont été violées et les contribuables floués. Ceux-ci ont toutes les raisons d'être furieux. Est-ce à dire que l'ensemble

de la classe politique de la province est malhonnête? Nous ne le pensons pas. Que le Parti libéral est rongé jusqu'à l'os par la corruption? Non plus. Que M. Couillard est mêlé à des affaires *croches*? Encore moins.

Dans le climat actuel de désabusement et de méfiance, il est facile d'oublier que notre système de justice criminelle repose sur le principe sacré de la présomption d'innocence. Ce principe nous a bien servi au fil des décennies. Il en découle qu'une perquisition n'est pas une accusation, qu'une accusation n'est pas un procès, et qu'un procès n'aboutira à une condamnation que si la culpabilité de l'accusé ne fait pas de doute aux yeux du jury ou du juge. De l'enquête à la condamnation, la route est si longue qu'on devrait s'interdire de sauter aux conclusions.

La police avait certainement des raisons sérieuses pour mener une perquisition dans les locaux du PLQ, dont des ministres et députés ont fait l'objet de nombreuses allégations pendant leurs neuf années au pouvoir. Cela ne signifie pas que les soupçons des enquêteurs sont fondés, qu'ils mèneront à des accusations ou à des condamnations. Attendons.

Il a beaucoup été question au cours des derniers jours des liens possibles entre le monde politique et les forces policières. Les doutes à ce sujet sont peut-être fondés. Cependant, il faut aussi constater que l'UPAC a arrêté des personnalités de premier plan, à commencer par les maires de Laval et de Montréal. Une force policière à la solde du pouvoir aurait-elle agi ainsi?

Pour notre part, jusqu'à preuve du contraire, nous continuons à faire confiance à ceux qui ont pour tâche de faire respecter la loi. Nous persistons à croire que la grande majorité des membres de la classe politique québécoise est intègre. Et nous attendrons qu'un individu soit déclaré coupable à l'issue d'un procès juste et équitable avant de le considérer comme un criminel.

L'« américanisation »



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

En 1936, dans un petit ouvrage collectif, *Notre américanisation*, l'Ordre des Frères prêcheurs faisait une mise en garde solennelle. « S'américaniser, prévenaient-ils, c'est s'unir aux prédicants de la puissance matérielle (pour) intégrer le dieu dollar, le matérialisme, la standardisation à tous les degrés ».

Il est vrai que les années 30 furent difficiles au Québec comme ailleurs. Vrai aussi que nous avons toujours eu tendance à blâmer... l'argent et les étrangers.

GND pourfend l'hydre américaine: on aurait tort de le lui reprocher.

Mais, à la décharge des Frères prêcheurs, communément appelés les Dominicains, ils ne faisaient ainsi que participer à un phénomène beaucoup plus vaste: la naissance puis la rapide progression de l'antiaméricanisme « moderne ». Celui-ci persiste à ce jour, fondé non pas sur le passé de la nation américaine comme au XIX^e siècle, mais sur ce qu'elle est alors en train de devenir: une hyperpuissance militaire, scientifique, économique et surtout culturelle.

En outre, le livre des Dominicains était loin d'être le plus violent.

Cinq ans plus tôt, entre autres, les intellectuels français Robert Aron (à ne pas confondre avec Raymond) et Arnaud Dandieu signaient *Le Cancer*

américain (sic). Ils s'y livraient à une furieuse agression contre le « Yankee » malfaisant (les bains de sang européens, c'est sa faute!) et stupide dont « l'esprit ne peut inventer ni créer; il ne sait que découvrir une réalité toute faite, d'après des méthodes apprises » (Dandieu décéda en 1933 d'une banale chirurgie effectuée... sans méthode. Et Aron fut interné en 1941 dans un camp français sous occupation nazie).

Depuis lors, des centaines d'ouvrages de cette sorte ont été publiés, en même temps qu'on tentait ici et là de comprendre et d'expliquer cette haine inextinguible. À notre connaissance, personne n'y est parvenu de façon satisfaisante.

Depuis deux jours, on a reproché à Gabriel Nadeau-Dubois ses propos (dans des textes, discours ou publicités) sur les dangers de l'« américanisation » du monde en général, des universités en particulier. Et sur le « bulldozer de la marchandisation hollywoodienne ».

Or, le grand leader du Printemps érable ne fait ainsi que se plier à une vénérable tradition. Qu'acquiescer à une doctrine transmise successivement ou simultanément par le clergé catholique, les milieux d'affaires (en particulier au Canada anglais), l'extrême droite, l'extrême gauche et une partie importante de la bourgeoisie intellectuelle, avant de devenir dans les années 60 un objet de consommation de masse. Aujourd'hui, pourfendre l'hydre américaine est une figure obligée comme dans certains sports olympiques, une sorte de rite de passage, dans le cheminement normal de tout « dissident ».

On a donc tort d'accabler GND sur ce point. Patience. Il a l'intelligence nécessaire – et beaucoup de temps devant lui – pour développer une pensée moins convenue, plus profonde et peut-être un jour utile.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LA PRESSE+ Voyez la caricature en mouvement de Serge Chapleau dans *La Presse* +.

OPINION

Le pain et le beurre de « Mutti »



KHALID ADNANE
 L'auteur est économiste à l'école de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Les législatives allemandes auront lieu demain et tout porte à croire qu'Angela Merkel se dirige allègrement vers la victoire. Depuis le début de la campagne électorale, sa stratégie est toute simple: la carte de la continuité. Son slogan l'est tout autant: « l'avenir de l'Allemagne est entre bonnes mains », accompagné de la pose classique de la chancelière sortante, les mains jointes en signe de parfait contrôle. Et ça semble lui réussir!

Son rival Peer Steinbrück aura beau multiplier les attaques sur son bilan social, en dénonçant la hausse de la précarité au travail et l'appauvrissement encore plus important d'une frange de travailleurs, notamment ceux des « mini-jobs », rien n'y fait.

M^{me} Merkel, que ses compatriotes surnomment affectueusement « Mutti » pour Maman, conserve une confortable avance: son parti (CDU) mène, tous sondages confondus, avec près de 40 % des voix alors que celui de M. Steinbrück (SPD) est confiné à 25 % depuis le début de la campagne.

À ceux qui lui reprochent son intransigence face aux pays fragiles (comme la

Grèce), son obsession pour l'orthodoxie budgétaire et pour l'assainissement des finances publiques au sein de la zone euro, M^{me} Merkel répond que « la médiocrité ne devrait pas être l'étalon ». Elle précise que la rigueur budgétaire est la seule voie capable de redresser ces économies et les ramener vers des jours meilleurs: à l'image de ce que son propre pays vit aujourd'hui, après des années de sacrifices. Résultat: un taux de satisfaction de plus de 70 % à son égard.

M^{me} Merkel ne manque pas une occasion pour rappeler à ses détracteurs le bilan économique enviable de

le plus bas (si bien que le pays a économisé plus de 40 milliards d'euros en intérêts depuis 2010). Enfin, la balance commerciale et les caisses de retraite et d'assurance maladie nagent dans des surplus qualifiés d'historiques.

Il n'est donc pas étonnant que même le réputé magazine britannique *The Economist*, habituellement (et farouchement) hostile à M^{me} Merkel, souhaite sa réélection, car il estime qu'elle est la seule dirigeante capable de mener à bon port l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe.

En ce sens, à moins d'un revirement à la fois spectaculaire

À moins d'un revirement, la chancelière allemande, Angela Merkel, obtiendra son troisième mandat consécutif.



l'Allemagne, notamment face à ses partenaires européens. Le taux de chômage, qui se situait à plus de 11 % au début de son premier mandat, est aujourd'hui à environ 5 %, la moitié de celui de la zone euro.

Côté finances publiques, le déficit en 2013 est d'à peine 0,2 % du PIB et le gouvernement prévoit des excédents à partir de 2015. Quant aux coûts d'emprunt sur les obligations allemandes, ils sont littéralement à leur niveau

laire et inattendu, M^{me} Merkel obtiendra un troisième mandat consécutif à la tête de la chancellerie. Du coup, elle fera, une fois de plus, la démonstration qu'au-delà des discours enflammés, des pancartes, des publicités et des poignées de main, c'est sur le plan économique, d'abord et avant tout, que les élections se gagnent: sur le pain et le beurre, comme on dit.

Et ça, « Mutti » semble l'avoir très bien compris!

LA PRESSE+ DÉBATS

› SAMEDI



▶ Où s'en va la classe moyenne?

« Le mode de vie de la classe moyenne tue la classe moyenne », constate Samuel Archibald dans *Le sel de la terre*, un essai où il traite de nos relations complexes avec l'argent, la consommation, le crédit et l'endettement. Ariane Krol l'a rencontré.

› DIMANCHE



▶ Nouvelle tribune pour les créateurs

ÉDITORIAL > **Loin du compte**
 par Ariane Krol

› À votre tour
Mon gazon est moins vert... et j'en suis fière!

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
 VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca
 VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca	ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement	PUBLICITÉ 514.285.6931
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca	DÉCÈS 514.285.6816 deces@lapresse.ca	CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.